

**HOUSE OF COMMONS
FIRST SESSION - 42nd PARLIAMENT**

Order Paper and Notice Paper - No. 116

Monday, November 28, 2016

<http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?Pub=NoticeOrder&Mode=1&Language=E&Parl=42&Ses=1&File=9>

Questions

² Response requested within 45 days

Q-623² — November 23, 2016 — Mr. Trost (Saskatoon—University) — With regard to court ordered firearm prohibitions and administrative orders related to firearms: (a) how effective is the government's enforcement of court ordered firearms prohibitions including court orders that restrict the ownership of firearms and other weapons, such as restraining orders, protection orders, peace bonds, persons on parole or conditional release and specifically, (i) how many times in the last ten years has a person subject to the above orders acquired a firearm or other prohibited weapon illegally, (ii) how is information about these firearms prohibition orders, conditions, and restrictions transmitted to the Canadian Firearms Information System and police forces across Canada, (iii) what is the average number of days it takes to get information about these firearms prohibition orders, conditions, and restrictions into the hands of the Canadian Firearms Information System and front-line police personnel responsible for actual enforcement of these orders, (iv) what is the average time it takes from when information about these firearms prohibition orders, conditions, and restrictions gets into the hands of the police until the firearms and weapons are removed from the person's possession, (v) for convicted offenders, who are subject to firearms prohibition orders, conditions, and restrictions, are periodic police searches conducted of their homes to ensure that they haven't acquired firearms or other weapons illegally, (vi) once firearms prohibition orders, conditions, and restrictions are rescinded or expire, how long does it take to cancel them and how long does it take before this information is passed along to the Canadian Firearms Information System and front-line police personnel responsible for actual enforcement of these orders, (vii) are persons subject to firearms prohibition orders, conditions, and restrictions required to turn in any documentation related to their current or previous firearm ownership, usage, or licencing, and, in particular, are they required to turn in their Firearms Possession and Acquisition Licences, Authorizations to Transport, Authorizations to Carry and Firearms Registration Certificates to authorities, (viii) if the answer to (vii) is in the affirmative, what follow-up action is taken to ensure they have complied; and (b) how effective is the government's enforcement of administrative orders such as

Questions

² Demande une réponse dans les 45 jours

Q-623² — 23 novembre 2016 — M. Trost (Saskatoon—University) — En ce qui concerne les interdictions relatives aux armes à feu ordonnées par le tribunal et les ordonnances d'instances administratives concernant les armes à feu : a) dans quelle mesure l'application par le gouvernement des interdictions relatives aux armes à feu ordonnées par le tribunal, y compris les ordonnances du tribunal limitant la possession d'armes à feu et d'autres armes, comme les injonctions, les ordonnances de protection, les engagements de ne pas troubler l'ordre public, les personnes bénéficiant d'une libération conditionnelle ou d'une mise en liberté sous conditions, est-elle efficace et, plus particulièrement, (i) combien de fois au cours des dix dernières années une personne visée par une des ordonnances mentionnées ci-dessus a-t-elle fait l'acquisition d'une arme à feu ou d'une autre arme interdite de manière illégale, (ii) comment l'information relative à ces ordonnances d'interdiction, à ces conditions et à ces restrictions visant les armes à feu est-elle transmise au Système canadien d'information relativement aux armes à feu et aux forces policières un peu partout au pays, (iii) combien de jours en moyenne faut-il compter pour que l'information relative à ces ordonnances d'interdiction, à ces conditions et à ces restrictions visant les armes à feu parvienne au Système canadien d'information relativement aux armes à feu et au personnel policier de première ligne responsable de leur application, (iv) combien de temps en moyenne faut-il compter entre le moment où l'information relative à ces ordonnances d'interdiction, à ces conditions et à ces restrictions visant les armes à feu parvient à la police et le moment où les armes à feu et les armes sont confisquées à une personne, (v) en ce qui concerne les délinquants condamnés visés par des ordonnances d'interdiction, des conditions et des restrictions visant les armes à feu, la police mène-t-elle des fouilles périodiques de leur domicile pour s'assurer qu'ils n'ont pas fait l'acquisition d'armes à feu et d'autres armes de manière illégale, (vi) à l'annulation ou à l'expiration des ordonnances d'interdiction, des conditions et des restrictions visant les armes à feu, combien de temps faut-il compter pour les annuler et pour que l'information parvienne au Système canadien d'information relativement aux armes à feu et au personnel policier de première ligne responsable de leur application, (vii) les personnes visées par

firearms license refusals and revocation and specifically, (i) how is information about these license refusals and revocations transmitted to the Canadian Firearms Information System and police forces across Canada, (ii) what is the average number of days it takes to get information about these license refusals and revocations into the hands of the Canadian Firearms Information System and front-line police personnel responsible for actual enforcement of these orders, (iii) what is the average time it takes between the time information about these license revocations gets to the hands of the police before the firearms and weapons are removed from the person's possession, (iv) are periodic police searches conducted of the homes of individuals, who are subject to license revocations to ensure that they have surrendered all their firearms and haven't acquired firearms or other weapons illegally, (v) are persons subject to firearms license revocations required to turn in their documentation such as Firearms Possession and Acquisition Licences, Authorizations to Transport, Authorizations to Carry and Firearms Registration Certificates to authorities and, if so, what follow-up action is taken to ensure they have complied?

des ordonnances d'interdiction, des conditions et des restrictions visant les armes à feu sont-elles tenues de remettre de la documentation liée aux armes à feu qu'elles possèdent ou ont déjà possédées, à l'usage qu'elles en font ou en ont fait et aux permis qu'elles possèdent et, en particulier, sont-elles tenues de remettre leurs permis de possession et d'acquisition d'armes à feu, leurs autorisations de transport d'armes à feu, leurs autorisations de port d'armes à feu et leurs certificats d'enregistrement d'armes à feu aux autorités, (viii) si la réponse en (vii) est affirmative, quelle mesure de suivi est prise pour veiller à ce que ces personnes se conforment à cette exigence; b) dans quelle mesure l'application par le gouvernement des ordonnances administratives, comme les refus d'octroi de permis d'armes à feu et les révocations de permis, est-elle efficace et, plus particulièrement, (i) comment l'information sur les refus et les révocations est-elle transmise au Système canadien d'information relativement aux armes à feu et aux forces policières un peu partout au pays, (ii) combien de jours en moyenne faut-il compter pour que l'information relative à ces refus et à ces révocations de permis parvienne au Système canadien d'information relativement aux armes à feu et au personnel policier de première ligne responsable de leur application, (iii) combien de temps en moyenne faut-il compter entre le moment où l'information relative à ces révocations de permis parvient à la police et le moment où les armes à feu et les armes sont confisquées à une personne, (iv) la police mène-t-elle des fouilles périodiques au domicile des personnes visées par des révocations de permis pour s'assurer qu'elles ont remis leurs armes à feu et qu'elles n'ont pas fait l'acquisition d'armes à feu et d'autres armes de manière illégale, (v) les personnes visées par des révocations de permis d'armes à feu sont-elles tenues de remettre de la documentation liée à leurs permis de possession et d'acquisition d'armes à feu, à leurs autorisations de transport d'armes à feu, à leurs autorisations de port d'armes à feu et à leurs certificats d'enregistrement d'armes à feu aux autorités et, dans l'affirmative, quelle mesure de suivi est prise pour veiller à ce qu'elles s'y conforment?

Q-624² — November 23, 2016 — Mr. Trost (Saskatoon—University) — With regard to gun control laws in effect between 1979 and 2001, the period when the Firearms Acquisition Certificate Program was in effect, and between 2001 and present, the period when the Possession and Acquisition Licence and Possession Only License Programs were in effect: (a) what was the average annual cost for administering federal firearms laws, regulations, policies, and programs; and (b) for each of these two periods, what are the statistics that show which period was most effective at (i) reducing violent crime, (ii) reducing homicides, (iii) reducing the number of armed crimes involving firearms?

Q-624² — 23 novembre 2016 — M. Trost (Saskatoon—University) — En ce qui concerne les lois sur le contrôle des armes à feu en vigueur de 1979 à 2001, période où le Programme des autorisations d'acquisition d'armes à feu était en vigueur, et les lois en vigueur de 2001 jusqu'à présent, période où les Programmes de permis de possession et d'acquisition et de permis de possession seulement sont en vigueur : a) quel était le coût annuel moyen pour l'administration des lois, règlements, politiques et programmes fédéraux sur les armes à feu; b) pour chacune de ces deux périodes, quelles sont les statistiques démontrant quelle période a été la plus efficace pour (i) la réduction du nombre de crimes violents, (ii) la réduction du nombre d'homicides, (iii) la réduction du nombre de crimes commis avec des armes à feu?